



Communauté de communes du Cap Sizun – Pointe du Raz
rue Renoir
29770 - AUDIERNE

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de fournitures

**Fourniture de colonnes aériennes, semi-enterrées et enterrées neuves,
bacs de collecte, de bioseaux, de composteurs déchets et de pièces
détachées**

Appel d'offres ouvert












En application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Règlement de la Consultation (R.C.)

Date limite de remise des offres :

23 septembre 2024 à 12h00

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de Fournitures</p> <p><u>Objet</u> : Fourniture de colonnes aériennes, semi-enterrées et enterrées neuves, bacs de collecte, de bioseaux, de composteurs déchets et de pièces détachées</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Communauté de communes du Cap Sizun – Pointe du Raz rue Renoir 29770 - AUDIERNE</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 11 lots.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p>https://marches.megalis.bretagne.bzh/</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>Aucune négociation n'est prévue.</p>
	<p>Les informations concernant les variantes sont indiquées au sein du présent document.</p>
	<p>Les informations concernant les prestations supplémentaires éventuelles sont indiquées au sein du présent document.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 34928480-6 : Conteneurs et poubelles de déchets</p>

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1.	Objet de la consultation	4
1.2.	Codes CPV.....	5
1.3.	Durée.....	5
ARTICLE 2.	DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 3.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
3.1.	Procédure de passation.....	6
3.2.	Allotissement.....	6
3.3.	Renseignements complémentaires.....	6
ARTICLE 4.	PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE.....	6
4.1.	Dossier de candidature	6
4.2.	Sous-traitance	7
4.3.	Groupements d'opérateurs économiques	7
ARTICLE 5.	PRÉSENTATION DE L'OFFRE	8
5.1.	Présentation du dossier d'offre.....	8
5.2.	Variantes	9
5.3.	Prestations supplémentaires éventuelles	9
5.4.	Délai de validité	9
ARTICLE 6.	CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE	9
ARTICLE 7.	MODALITÉS DE REMISE DES PLIS.....	11
ARTICLE 8.	ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	12
ARTICLE 9.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	12

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet de la consultation

Objet des fournitures : Fourniture de colonnes aériennes, semi-enterrées et enterrées neuves, bacs de collecte, de bioseaux, de composteurs déchets et de pièces détachées.

La présente consultation concerne la fourniture de conteneurs pour la collecte en apport volontaire des déchets, ainsi que de bacs roulants, de leurs fournitures de maintenance et de plateformes préfabriquées, de composteurs individuels, semi-collectifs et collectifs pour la Communauté de communes du Cap-Sizun (CCCSPdR).

La consultation est composée de 11 lots.

- Fourniture et livraison de colonnes enterrées,
- Fourniture et livraison de colonnes semi-enterrées,
- Fourniture et livraison de colonnes aériennes.
- Fourniture et livraison de bacs roulants et fournitures de pièces maintenances,
- Fourniture et livraison de plateformes préfabriquées pour conteneurs roulants,
- Fourniture et livraison de bioseaux,
- Fourniture et livraison de composteurs individuels 350L,
- Fourniture et livraison de composteurs semi-collectifs 800L,
- Fourniture et livraison de composteurs collectifs 1000L ou plus,
- Fourniture et livraison de composteurs collectifs avec brasseur 1000L ou plus,
- Fourniture et livraison de bacs à broyats 650L à 800L.

Lieu de livraison : Communauté de communes du Cap Sizun – Pointe du Raz, rue Renoir, 29770 AUDIERNE

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

Lot 1 "Fourniture de colonnes enterrées"
et Lot 3 "Fourniture et livraison de colonnes aériennes"

Explication détaillée du lot dans le CCTP

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 100.000,00 € HT.

Lot 2 "Fourniture et livraison de colonnes semi-enterrées"

Explication détaillée du lot dans le CCTP

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 30.000,00 € HT.

Lot 4 "Fourniture et livraison de bacs roulants et fournitures de pièces maintenances"

Explication détaillée du lot dans le CCTP

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 50.000,00 € HT.

Lot 5 "Fourniture et livraison de plateformes préfabriquées pour conteneurs roulants"

Explication détaillée du lot dans le CCTP

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 8.000,00 € HT.

Lot 6 "Fourniture et livraison de bioseaux"

Explication détaillée du lot dans le CCTP

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 1.500,00 € HT.

Lot 7 "Fourniture et livraison de composteurs individuels 350L"

Explication détaillée du lot dans le CCTP

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 13.500,00 € HT.

Lot 8 "Fourniture et livraison de composteurs semi-collectifs 800L"
et Lot 9 "Fourniture et livraison de composteurs collectifs 1000L ou plus"
et Lot 10 "Fourniture et livraison de composteurs collectifs avec brasseur 1000L ou plus"
et Lot 11 "Fourniture et livraison de bacs à broyats 650L à 800L"

Explication détaillée du lot dans les CCTP

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 10.000,00 € HT.

1.2. Codes CPV

Le code CPV principal de l'accord-cadre est le suivant : 34928480-6 - Conteneurs et poubelles de déchets

Code(s) CPV secondaire(s) :

39224340-3 - Poubelles
44211000-2 - Bâtiments préfabriqués
44613800-8 - Conteneurs à déchets
39224340-3 - Poubelles
44211000-2 - Bâtiments préfabriqués
44613800-8 - Conteneurs à déchets

1.3. Durée

Cf article 5 de l'acte d'engagement

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Caractéristiques du délai de livraison :

Par dérogation à l'article 13 du CCAG fournitures courantes et services, le délai d'exécution du marché commence à courir à la date fixée ci-dessus.

ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante :
<https://marches.megalix.bretagne.bzh/>

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents de l'accord-cadre, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure de passation

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.

Conformément à l'article R. 2162-2 du code de la commande publique, l'accord-cadre mono-attributaire sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du même code.

3.2. Allotissement

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

L'acheteur ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

3.3. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/>

ARTICLE 4. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE

4.1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat	Lot
1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.	Tous les lots

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Lot
1	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.	Tous les lots
2	Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.	Tous les lots

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si l'acheteur peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Liste des pièces justificatives que les entreprises ne sont pas tenues de produire dans leur candidature aux marchés publics:

En application du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants :

- l'attestation de régularité fiscale ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- l'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- l'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

4.2. Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.

4.3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

5.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre. En cas d'allotissement, le candidat établira soit un acte d'engagement unique regroupant le ou les lots auxquels il soumissionne soit un acte d'engagement par lot.
2	Le relevé d'identité bancaire
3	Le mémoire technique
4	Le détail quantitatif estimatif (EXCEL + WORD) Le document doit être dûment rempli par la personne habilitée à engager la société. Les prix doivent toujours être exprimés en euro.

La pièce financière doit être envoyée sous format excel ou calc sans modification de la structure du document (aucun ajout, suppression, fusion de colonne ou de ligne). Il est possible d'envoyer une copie de la pièce sous format pdf.

5.2. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.
Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces de l'accord-cadre.
En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

5.3. Prestations supplémentaires éventuelles

- Lot 1 "Fourniture de colonnes enterrées":**
- Lot 2 "Fourniture et livraison de colonnes semi-enterrées"**
- Lot 3 "Fourniture et livraison de colonnes aériennes"**
- Lot 4 "Fourniture et livraison de bacs roulants et fournitures de pièces maintenances"**
- Lot 5 "Fourniture et livraison de plateformes préfabriquées pour conteneurs roulants"**
- Lot 7 "Fourniture et livraison de composteurs individuels 350L"**
- Lot 8 "Fourniture et livraison de composteurs semi-collectifs 800L"**
- Lot 9 "Fourniture et livraison de composteurs collectifs 1000L ou plus"**
- Lot 10 "Fourniture et livraison de composteurs collectifs avec brasseur 1000L ou plus"**
- Lot 11 "Fourniture et livraison de bacs à broyats 650L à 800L":**

Aucune prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n'est prévue.

Les soumissionnaires peuvent présenter une offre pour une ou plusieurs prestations supplémentaires éventuelles facultatives.

Il faut cependant impérativement répondre à l'offre de base.

Si elle est retenue, la PSE ne se substitue pas à la solution de base mais vient s'ajouter aux prestations demandées dans l'accord-cadre.

L'acheteur n'est jamais obligé de retenir une PSE, ni lors de la conclusion, ni pendant l'exécution de l'accord-cadre.

Lot 6 "Fourniture et livraison de bioseaux":

L'accord-cadre ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

5.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

ARTICLE 6. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

L'acheteur attribue l'accord-cadre au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution de l'accord-cadre.
Ces critères d'attribution valent pour tous les lots.

N°	Description	Pondération
1	Prix	40
	<p><i>* L'offre analysée obtient une note sur 40 en application de la formule suivante : Note prix attribuée = $40 \times (Y1/Y)$</i> <i>dans laquelle 40 = Nombre de point attribué au critère prix (pourcentage de pondération)</i> <i>Y = montant de l'offre analysée</i> <i>Y1 = montant de l'offre la moins disante</i></p>	
2	Délai de livraison	10
	<p><i>L'offre analysée obtient une note sur 10 en application de la formule suivante :</i> <i>Note Délai attribuée = $10 \times (D1/D)$</i> <i>dans laquelle 10 = Nombre de point attribué au critère délai</i> <i>D = délai en nombre de jours de l'offre analysée</i> <i>D1 = délai en nombre de jours le plus court</i> <i>Le délai minimum aura le nombre maximum de points (10).</i></p>	
3	Valeur technique	50
	<p><i>10 : Offre insuffisante (présente des lacunes techniques, de non qualité ou des incohérences ex: mémoire technique partiellement rempli, sous-estimation des moyens à mettre en oeuvre etc.)</i> <i>20 : offre imprécise (imprécisions techniques ou des généralités, tout en restant une offre confirme et acceptable)</i> <i>30 : offre adéquate (considérée comme complète répondant strictement au cahier technique)</i> <i>40 : offre supérieure (présentant des aspects innovant ou des plus-values techniques)</i> <i>50 : offre très bonne (présentant des aspects qualitatifs nettement supérieurs au niveau technique attendu)</i></p>	
3.1	Materiel proposé	30
	<p><i>6 : Offre insuffisante (présente des lacunes techniques, de non qualité ou des incohérences ex: mémoire technique partiellement rempli, sous-estimation des moyens à mettre en oeuvre etc.)</i> <i>12 : offre imprécise (imprécisions techniques ou des généralités, tout en restant une offre confirme et acceptable)</i> <i>18 : offre adéquate (considérée comme complète répondant strictement au cahier technique)</i> <i>24 : offre supérieure (présentant des aspects innovants ou des plus-values techniques)</i> <i>30 : offre très bonne (présentant des aspects qualitatifs nettement supérieurs au niveau technique attendu)</i></p>	
3.2	Process, certification , qualité- hygiène- sécurité et protection de l'environnement (QHSE)	10
	<p><i>2 : Offre insuffisante (présente des lacunes techniques, de non qualité ou des incohérences ex: mémoire technique partiellement rempli, sous-estimation des moyens à mettre en oeuvre etc.)</i> <i>4 : offre imprécise (imprécisions techniques ou des généralités, tout en restant une offre confirme et acceptable)</i> <i>6 : offre adéquate (considérée comme complète répondant strictement au cahier technique)</i> <i>8 : offre supérieure (présentant des aspects innovants ou des plus-values techniques)</i> <i>10 : offre très bonne</i></p>	
3.3	SAV, Garantie	5
	<p><i>1 : offre insuffisante (présente des lacunes techniques, de non qualité ou des incohérences ex: mémoire technique partiellement rempli, sous-estimation des moyens à mettre en oeuvre etc.)</i></p>	

	2 : offre imprécise (imprécisions techniques ou des généralités, tout en restant une offre confirmée et acceptable) 3 : offre adéquate (considérée comme complète répondant strictement au cahier technique) 4 : offre supérieure (présentant des aspects innovant ou des plus-values techniques) 5 : offre très bonne (présentant des aspects qualitatifs nettement supérieurs au niveau technique attendu)	
3.4	Maintenance / Réparabilité	5
	1 : offre insuffisante (présente des lacunes techniques, de non qualité ou des incohérences ex: mémoire technique partiellement rempli, sous-estimation des moyens à mettre en oeuvre etc.) 2 : offre imprécise (imprécisions techniques ou des généralités, tout en restant une offre confirmée et acceptable) 3 : offre adéquate (considérée comme complète répondant strictement au cahier technique) 4 : offre supérieure (présentant des aspects innovant ou des plus-values techniques) 5 : offre très bonne (présentant des aspects qualitatifs nettement supérieurs au niveau technique attendu)	
Pondération totale des critères d'attribution :		100

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, l'accord-cadre sera attribué au candidat présentant l'offre régulière économiquement la plus avantageuse du point de vue de l'acheteur.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

L'analyse du critère prix se fera sur la base du bordereau de prix unitaires (BPU) dûment complété par le candidat.

ARTICLE 7. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),

- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

ARTICLE 8. ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion de l'accord-cadre et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire de l'accord-cadre de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 9. LITIGES ET DIFFÉRENDS

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal de Rennes

Tél. : 02 23 21 28 28

Fax :

Email : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal de Rennes

Tél. : 02 23 21 28 28

Fax :

Email : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr.